

## Burundi : discours de haine et élections à haut risque, en pleine pandémie

FIDH, 18/05/2020 COMMUNIQUÉ. Paris - Nairobi - 18 mai 2020. À l'approche des élections présidentielle, provinciales et communales qui doivent se tenir le 20 mai 2020 au Burundi, la Fédération internationale pour les droits humains (FIDH) et son organisation membre pour le Burundi, la Ligue burundaise des droits de l'Homme (Ligue ITEKA), alertent sur les risques d'explosion sanitaire et de violences, pendant que les incidents et arrestations se multiplient depuis plusieurs jours dans une campagne électorale très tendue.

Alors que ces élections se dérouleront, une fois de plus, dans un quasi-huis-clos, nous appelons la communauté internationale à redoubler de vigilance et à rester saisie de cette situation à haut risque, et mettons en garde les autorités burundaises contre tout acte de violence. La campagne électorale au Burundi est déroulée en pleine pandémie internationale de COVID-19, au mépris des règles de sécurité sanitaire appropriées. Les meetings politiques et rassemblements publics ont attiré des foules nombreuses, alors que très peu de mesures ont été mises en place pour contrer la propagation du virus dans un pays où les services de santé demeurent faibles et mal équipés. La décision récente des autorités burundaises de déclarer persona non grata plusieurs membres du bureau de l'Organisation mondiale pour la santé (OMS), dont son représentant pays, avec obligation de quitter le territoire avant le 15 mai 2020, est un signe inquiétant. Le régime burundais, isolé sur la scène internationale, a voulu tenir coûte que coûte les élections en pleine crise de Covid-19, au risque de voir la pandémie exploser au niveau régional, et le pays sombrer dans des affrontements meurtriers tels les résultats connus, tant la campagne aura été tendue, marquée de violences de propos incendiaires. Remarque ainsi Anshaire NIKOYAGIZE, Président de la Ligue burundaise des droits de l'homme ITEKA. Pour la période allant du 27 avril au 10 mai 2020, la Ligue ITEKA a pu documenter la mort de 12 personnes, dont des assassinats. Elle a également documenté des actes de torture pratiqués à l'encontre de six personnes, un cas de violence sexuelle basée sur le genre, l'enlèvement de quatre personnes toujours portées disparues et l'arrestation arbitraire de près de 90 personnes. Ces actes auraient été commis principalement par des agents de police, de renseignements et des membres des Imbonerakure, la milice du parti au pouvoir : le Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD). La plupart des victimes seraient des membres du principal parti d'opposition : le Conseil national pour la liberté (CNL). Ce dernier a récemment déclaré 200 de ses militants avaient été emprisonnés depuis le début de la campagne. Des affrontements ont également eu lieu entre militants du CNL et ceux du CNDD-FDD, causant plusieurs morts.

Des discours de haine et d'incitation à la violence irresponsables ont ponctué la campagne électorale, laissant craindre un basculement vers des violences à large échelle tels les résultats annoncés le 4 juin. Lors de réunions publiques, des représentants administratifs ont ainsi appelé les milices Imbonerakure à « chasser » les membres du parti CNL si le parti au pouvoir venait à remporter les élections. Durant l'ouverture de la campagne électorale du parti présidentiel, des membres de ce parti avaient chanté des chansons au contenu particulièrement agressif et menaçant à l'égard des partis et mouvements d'opposition.

Les récentes mesures de quarantaine imposées par les autorités à l'entrée du territoire, associées au fait que de nombreux représentants de la société civile vivent en exil depuis des années, rendent l'observation des élections difficile voire impossible aux niveaux national, régional et international. Vu ce contexte déstabilisant, la FIDH et la ligue ITEKA demandent aux partis et responsables politiques en lice de faire preuve de retenue et de s'abstenir de tout discours de haine pouvant contribuer à embraser une situation déjà explosive. Nos organisations demandent également aux autorités burundaises de prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger la santé et la vie de ses citoyens durant le processus électoral, de libérer les opposants et autres personnes arbitrairement arrêtés et détenus, et de traduire en justice les responsables des violations commises dans le cadre électoral.

Enfin, nous demandons à la communauté internationale de se montrer très vigilante sur la situation électorale, y compris sanitaire, au Burundi, et de prendre les actions nécessaires contre les responsables de violations et de tout acte remettant en cause la démocratie dans le contexte électoral, notamment par des sanctions individuelles. Contexte : Depuis 2015, voter au Burundi est synonyme de répression et de violences. La dernière élection présidentielle d'avril 2015, à l'issue de laquelle Pierre Nkurunziza, au pouvoir depuis 2005, a été réélu, a marqué le début d'une contestation politique, sécuritaire, humanitaire et des droits humains dans le pays. Dans un contexte marqué par la contestation et la répression, un référendum présidentiel a été organisé en mai 2018 afin de modifier la Constitution pour permettre au Président actuel de briguer un quatrième mandat. Peu de temps après, Pierre Nkurunziza décide finalement de ne pas se représenter à l'élection présidentielle de 2020, et un candidat du parti au pouvoir, le variste Ndayishimiye, est élu en janvier 2020. Ainsi, depuis 2015, l'espace civique a été fortement réduit au Burundi, et des violations graves des droits humains ont été commises en toute impunité, par des représentants du régime au pouvoir et sa milice Imbonerakure. Des violations graves des droits fondamentaux : des exécutions extrajudiciaires, des assassinats ciblés, des disparitions forcées, des actes de torture et des violences sexuelles ainsi que des arrestations et détentions arbitraires, ont été commis. Des atteintes aux libertés publiques, notamment la liberté d'expression et d'association, ont également été perpétrées et de nombreux opposants politiques et membres de la société civile ont été contraints à l'exil.

À

```
(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});
```